

# LE RISQUE SELON LES SCIENCES SOCIALES

## Entretien avec Michel Wieviorka

Atala : *Après avoir lu le dossier remarquable que Le Monde des débats<sup>1</sup> consacrait fin 1999 au risque, nous avons souhaité vous rencontrer. Merci de nous avoir répondu favorablement.*

### La notion de risque

Atala : *Comment définit-on le risque, dans les sciences sociales ?*

M. Wieviorka : Dans les sciences sociales, la notion de risque est d'un usage tout récent : depuis le début des années 1980. Elle nous vient du monde des assurances et elle a été introduite dans nos disciplines par le sociologue allemand Ulrich Beck<sup>2</sup>. Celui-ci explique que cette idée a à voir avec le développement des transports maritimes consécutif aux Grandes Découvertes. Il y a donc un lien, d'origine et historique, entre la notion de risque et celles d'évaluation, de calcul, de probabilités, de statistiques : si je dépense tant pour m'assurer, c'est parce qu'il y a statistiquement telle probabilité que ma cargaison, de telle valeur, soit volée, sombre, etc. En retour, la pensée d'Ulrich Beck a beaucoup intéressé le monde des assurances.

La notion de risque s'est donc diffusée, tandis que des penseurs sensibles aux questions d'environnement et de développement de leur côté mettaient en place la notion de principe de précaution. Ce n'est plus tant le thème de Beck, mais plutôt celui d'un autre penseur allemand, Hans Jonas<sup>3</sup>. Au passage, j'aimerais souligner combien les sciences sociales allemandes produisent des idées nouvelles et le fait

---

(1) *Le Monde des débats*, n° 8, novembre 1999. Dossier sur le risque : éditorial de Michel Wieviorka, entretien avec Ulrich Beck : « Le Cœur de la modernité », débat entre Éric Barthalon et Frédéric Lordon, entretiens avec Pierre-Henri Gouyon et Pierre Thuriaux, article de Pierre Lascoumes.

(2) Ulrich Beck, *La Société du risque (Risiko Gesellschaft)*, Suhrkamp, 1986), trad. et adapt. française de Laure Bernardi, préface de Bruno Latour, Paris, Aubier, coll. Alto, 2001. Il a donc fallu 15 ans pour que nous en ayons une publication en français !

(3) Hans Jonas, *Le Principe responsabilité (Das Prinzip Verantwortung)*, Insel Verlag, 1979), trad. de Jean Greisch, Paris, Cerf, 1990, rééd., Champs-Flammarion, 1998.

que cela est dû aux liens qu'elles entretiennent, d'origine, avec la philosophie.

*Atala : Quelles relations entretiendraient entre elles, selon vous, l'idée de risque et celle de hasard ?*

M. Wieviorka : Le risque relève du calcul, il est distinct du hasard. Si j'évalue telle probabilité d'un dommage à 12‰, la part de hasard sera dans la marge des événements effectivement réalisés, entre 11 ou 13‰ par exemple. Ou encore dans le fait que l'accident de voiture, relevant toujours de tel calcul, tombera sur moi plutôt que sur mon voisin. Non, le calcul du risque suppose que je n'explique plus l'événement par le destin ou la fatalité, Dieu, la Nature ou quelque entité métasociale, mais que je le rapporte à des conduites sociales ou humaines identifiables et dont la réalisation relève de certaines régularités.

Le hasard renvoie à ce qui n'est pas historique, pas humain. En revanche, c'est parce qu'il existe des hommes susceptibles de décider comme pirates d'attaquer les navires dans la mer de Chine que telle cargaison court le risque de ne jamais arriver dans le port de Londres. Le hasard, c'est ce qui fait que, si un bateau sur 50 ou sur 100 est attaqué, ce sera le mien plutôt que le vôtre, alors qu'ils sont identiques et que nous avons suivi la même voie, avec simplement quelques jours de décalage.

Par exemple, le hasard et le risque jouent, chacun différemment, dans le cas des accidents de la route. Les chiffres indiquent qu'il y a eu l'an dernier, *grosso modo*, plus de 8 000 morts dans ces accidents. Donc nous ne devrions pas monter dans notre véhicule, car la probabilité que je sois tué ou que je tue existe. Même si elle est faible, elle est calculable. Cela, c'est le risque. Mais il y a les dimensions psychologiques. La probabilité est très faible. Donc chacun se dit : « Je n'ai pas besoin d'y penser. Cela n'arrivera qu'aux autres. » Globalement le chiffre des morts est très élevé, mais le risque, en pratique, va être nié, parce que sa probabilité d'occurrence est infime. Si cela nous arrive, nous accuserons le hasard.

*Atala : Et le danger, le péril ?*

M. Wieviorka : Là on sort de la notion de risque pour identifier la nature même des événements envisagés. On ne va plus parler du risque d'accident mais de la manière dont surviennent les accidents. On ne va plus évoquer le risque de se faire écraser par une voiture, mais on va définir et analyser tel problème : celui de l'alcool au volant, de l'état de vétusté du parc automobile, de la capacité à conduire de telle catégorie d'âge. C'est une menace que vous identifiez et dont vous examinez les moyens propres pour la traiter.

### Risque et précaution

M. Wieviorka : Recentrons maintenant les choses. Ce qui compte pour les sciences sociales et d'un point de vue politique, c'est les notions de risque d'un côté et de précaution, de l'autre côté. C'est là que cela se joue, et cela se joue dans les sociétés qui sont sorties de l'âge industriel.

Quand on est dans l'ère industrielle, l'idée principale, c'est quand même que, si l'on produit davantage, on va vers le progrès. Le problème est donc celui de la production. La notion de risque avait déjà sa place dans cette société, mais elle explose, pour ainsi dire, dans nos sociétés occidentales post-industrielles. Désormais on s'interroge non seulement sur les finalités de la production mais aussi sur « les dégâts du progrès », selon l'expression que la CFDT avait lancée dans les années 1970. L'idée qui commence à prévaloir, c'est donc que la croissance de la production ne suffit pas pour qu'il y ait progrès, car elle développe ses propres risques : pollution, destruction de l'environnement, accidents et maladies du travail... Ce n'est pas que ces phénomènes n'existaient pas ou n'étaient pas connus, c'est qu'ils n'étaient pas considérés globalement et pensés comme les risques du progrès lui-même : tout se passe comme si ces questions ne pouvaient pas être posées tant que l'on n'était pas sorti de l'ère de la production industrielle.

*Atala : Cependant la question d'une gestion globale du risque né de l'industrialisation et du progrès ne s'était-elle pas déjà posée pour les sociétés industrielles ? On peut penser, par exemple, à la « question sociale » dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ou à la question de la survie de la société elle-même après la Première Guerre mondiale, quand on a envisagé l'idée du désarmement collectif. Est-ce qu'il n'y avait pas là déjà une réflexion d'ensemble sur l'avenir, et l'avènement d'une sorte de principe de précaution ?*

M. Wieviorka : Oui et non. Dans la société industrielle on discutait par exemple autour des thèmes des accidents du travail, des retraites ouvrières, etc., et ce mouvement allait d'ailleurs aboutir aux Assurances sociales puis à la Sécurité sociale. Mais, à ce moment-là, la vie sociale et politique s'organisait autour du conflit entre patrons et ouvriers — je parle bien entendu globalement. Les uns et les autres croyaient au progrès par la production ; simplement il était question de savoir qui conduirait le processus.

Alors qu'aujourd'hui on ne débat pas, par exemple au sein de l'industrie chimique, pour améliorer les conditions de la sécurité — ou plutôt ce débat n'est pas principal ni central, il est en fait tranché : personne ne peut accepter l'idée de faire travailler des gens dans des

conditions où ne seraient pas respectées des règles de sécurité —, mais on se demande si on ne doit pas transporter l'industrie chimique hors des villes.

Prenons un autre exemple, celui de la santé et de l'hôpital. Jusqu'à ces dernières années, l'idée prévalait que plus il y avait de lits d'hôpital et mieux on était soigné. Mais, dès les années 1970, Ivan Illich avait écrit dans sa *Némésis médicale* que l'hôpital fabrique plus de maladies qu'il n'en guérit<sup>1</sup>. Certes il y allait un peu fort, mais dans ces propos on mesure le déplacement de la préoccupation. L'idée maintenant, c'est que toute activité humaine, quand on y réfléchit, peut avoir des effets dommageables ou même profondément négatifs, contre lesquels il faut donc se prémunir, par précaution — ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il ne faut rien faire, jamais entreprendre, ne voir que ces effets potentiels.

### **Principe de précaution et développement durable**

Atala : *Comment va-t-on du risque au principe de précaution ?*

M. Wieviorka : Les problèmes liés à la notion de précaution nous éloignent sensiblement de celle de risque, précisément dans la mesure où celle de risque évoque le calcul, l'évaluation, comme je le disais.

Dans le monde dans lequel nous vivons, certaines activités mettent en jeu, je ne dis plus le risque, mais la possibilité d'un dommage futur. Ce dommage peut être très grand, immense même, mais la probabilité de son occurrence est infiniment petite, trop petite en tout cas pour que le risque en puisse être évalué, lui qui met en balance des gains et des pertes, et des occurrences, sous forme de grandeurs calculables. Si je vous dis que la probabilité d'une explosion d'une centrale nucléaire est trop petite pour être calculable, vous en conviendrez. Mais vous me direz que, si elle explose, les dégâts seront gigantesques. Donc d'un côté, le risque, de l'autre des dangers, mais que l'on ne peut pas traiter comme on traite les risques. On entre dans d'immenses problèmes de société qui nécessitent la prise en compte d'un développement durable.

Atala : *Qu'est-ce que le développement durable ?*

M. Wieviorka : Pour moi, cette notion est capitale. Il s'agit de situer la réflexion et l'action de manière responsable, en prenant en compte la dignité humaine, celle de tous les hommes, en s'efforçant de réduire les inégalités et la pauvreté, en ménageant les ressources naturelles, en pensant aux équilibres écologiques, et cela en considérant l'avenir, et

---

(1) Ivan Illich, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé* (*Medical Nemesis: the expropriation of health*, New York, Penguin, 1975), Paris, Seuil, 1975.

pas seulement le présent ou le court terme. La perspective du développement durable m'invite à regarder les décisions, mais aussi le progrès et le développement eux-mêmes, en me situant au point de vue des générations futures. Il y a là un renversement de perspective, difficile à imaginer et à penser, mais absolument nécessaire : comme si nous nous demandions ce que des humains qui ne sont pas encore nés attendent de nous. Jusqu'ici nous pouvions être portés par des utopies, mais elles se définissaient par la projection de nos désirs et de nos moyens du présent vers le futur. Désormais nous savons que ce que nous faisons engage l'avenir : c'est la contrepartie de notre puissance et de l'accélération du mouvement historique. En quelque sorte, le futur est déjà là, mais il demeure inconnu.

*Atala : Mais est-ce que ce ne sont pas, pour parler vite, des préoccupations de riches, une sorte de luxe ? Ne peut-on adhérer à telle position récente : « Le paradoxe des sociétés modernes est qu'elles jouissent d'un degré de sécurité inégalé dans l'histoire et qu'elles se perçoivent de plus en plus comme des sociétés à risques<sup>1</sup> » ? Maintenant que les problèmes pressants et immédiats sont réglés, les pays occidentaux paraissent se tourner vers des risques jugés plus fondamentaux. Mais les pays du Tiers-Monde peuvent penser que le développement durable les concerne moins que le développement tout court.*

M. Wieviorka : Vous avez profondément raison. Plus on fait reculer l'espace du risque, plus il semble urgent de continuer à le faire reculer.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la mortalité infantile était gigantesque. C'était un fait démographique, qui rencontrait une certaine insensibilité. Dans nos sociétés, où elle est devenue très faible, elle paraît d'autant plus intolérable et l'on dépense des ressources considérables pour la réduire encore. En somme, on est passé d'un fléau à un risque. Ainsi encore, on peut dire, d'une certaine façon : mieux nous mangeons, et mieux nous voulons manger. On peut soutenir que ce sont des problèmes de pays riches, de nantis, mais — là je parle en sociologue — on ne peut que constater que ces problèmes préoccupent beaucoup nos sociétés, et qu'à partir de là, elles peuvent ou bien les traiter de manière égoïste, et peut-être alors même criminelle à l'échelle de la planète, ou bien en s'interrogeant sur la façon dont peuvent être articulées ces préoccupations avec d'autres — la pauvreté, l'accès inéquitable à la santé, à l'éducation, etc. En humaniste et en citoyen du monde, je me demande si nous pouvons accepter de telles inégalités face au risque et même de telles différences dans la définition de ce qui relève ou non du risque. Il y a là des choix planétaires considérables.

---

(1) *Le Monde*, éditorial des 21-22 octobre 2001.

La notion même de risque dépend donc de l'époque dans laquelle nous vivons et du lieu où nous vivons. Elle s'est même développée et diversifiée à partir du moment où nous sommes entrés dans l'ère post-industrielle. C'est une notion plus problématique qu'on peut penser.

### **Une contradiction dans notre société ?**

Atala : *Changeons un peu la perspective. Apparemment, dans notre société, la prise de risque à titre individuel est valorisée, comme dans le jeu sportif ou boursier, alors que l'attente, au niveau collectif, est plutôt celle d'une gestion prudente et mesurée, d'une sécurité maximale. Comment comprendre cette contradiction ?*

M. Wieviorka : Dans certains cas en effet, le risque revêt une valeur positive : il s'agit de s'affirmer comme sujet de son existence à travers une sorte d'épreuve de soi. Mais alors, dans certaines de ces conduites, on fait courir un danger non seulement à soi-même mais à autrui. Par exemple dans les courses auxquelles certains se livrent parfois sur des routes, à contresens. Il y a là une dimension ludique et de pari, souvent ambivalente, où il est question de s'affirmer comme individu, dans un monde où je n'existe que par ce que je suis capable de faire. C'est l'une des caractéristiques du monde moderne que de laisser les individus face à eux-mêmes et face à l'espèce de preuve qu'ils sont éventuellement tentés de s'administrer de leur propre existence — et d'administrer aux autres — par sa mise en jeu. Cette conduite a une valeur ordalique, de « jugement de Dieu », qui peut revêtir une dimension d'autodestruction. Ainsi, au Brésil, on voit des « surfeurs du rail », ces gamins qui voyagent sur le toit des trains de banlieue<sup>1</sup>. Ils s'affirment comme les seuls maîtres d'une vie qui ne vaut pas grand chose et qu'ils peuvent ainsi risquer, pour en éprouver la réalité.

De manière toute différente, le risque a pu être utilisé pour promouvoir les valeurs collectives d'une entreprise, comme si celles-ci consistaient plus dans la mise en jeu de la personne de ses cadres que dans leur professionnalisme.

Par ailleurs, d'un côté, on est dans des sociétés où l'individualisme moderne est extrêmement pressant : chacun veut participer comme individu à la vie et aux décisions collectives et chacun veut être le sujet de son existence et piloter sa propre vie. D'un autre côté, nous sentons très bien que s'il n'y a pas de service public, de garants collectifs, d'État-providence, d'État tout simplement, on risque les pires dangers. Mais ce n'est pas contradictoire, si l'on comprend que les deux modes de l'individualisme débridé et de l'étatisation complète de la société sont insup-

---

(1) Angelina Peralva, *Violence et démocratie. Le paradoxe brésilien*, Paris, Balland, 2001.

portables. D'autre part, si je veux être le sujet de ma propre existence, la seule façon de rendre viable cette exigence c'est de convenir que, si je la pose pour moi, je dois la reconnaître pour les autres. Cela va appeler les notions de responsabilité et — pour utiliser un mot un peu vieux — de civisme.

Cela passe donc par des formes d'organisation de la vie collective : comment créer les conditions telles que chaque individu puisse développer son autonomie ? Comment conjuguer les deux exigences ?

### **Pour des institutions qui répondent au principe de précaution**

*Atala : Une nouvelle société, une nouvelle approche du risque : une nouvelle politique ?*

M. Wieviorka : Le grand problème dans la société industrielle, c'est les rapports dans le travail, l'exploitation des travailleurs, le mouvement ouvrier... Vers les années 1970, quand on commence à sortir de cette perspective, de nouvelles préoccupations politiques — au sens large — se font jour, portées par des mouvements écologiques, mais pas seulement par eux : l'idée est que notre société fabrique de nouveaux périls, par elle-même.

Le cœur du débat a été le nucléaire. D'une part, d'énormes dangers et, d'autre part, ces dangers ne sont pas envisagés de manière démocratique. Autrement dit, à la notion de risque est venu s'ajouter un appel à plus de démocratie.

À partir du moment où des dangers de ce type apparaissent — des dangers qui concernent la nature et l'existence même de la société — qui va apprécier les risques, par exemple celui de produire l'électricité à partir du nucléaire ? Des politiques, mais qui n'auront pas débattu de ces problèmes avec la population, ou bien des experts, qui au nom de la raison mettent en avant leurs savoirs et la rationalité technologique et/ou économique ? Ou bien faut-il imaginer des procédures de délibération pour prendre en charge les risques des nouvelles technologies, en tant qu'ils engagent le processus du développement ?

L'attitude des pouvoirs a été longtemps de nier le risque : « Il n'y a pas de risque. » On ne le dirait plus maintenant. On disait aussi : « Le peuple n'y connaît rien. Seuls les experts s'y connaissent, et ils nous disent qu'il faut passer au nucléaire. » Il y a sans doute un risque, disait-on, mais minime au regard de ce que peut apporter le nucléaire.

Ne peut-on mettre ensemble les politiques, les experts et la population pour examiner des décisions qui sont liées à ces risques nouveaux et globaux ? Qui va incarner le principe de précaution ? Ceux qui

sont légitimes — ou sauront l'être — au regard d'un risque qui affecte maintenant la société elle-même et son principe de développement.

*Atala : Il faudrait donc changer nos institutions. Autant qu'on peut poser cette question au sociologue, dans quelle direction verriez-vous que notre société devrait aller ?*

M. Wieviorka : Le sociologue peut ou non être engagé. Je pense que le sociologue ne peut s'engager sur tout et n'importe quoi. Mais, d'une manière générale, je dirais : il faut plus de démocratie. Naturellement, la décision appartient aux élus politiques, mais tout ce qui est en amont de la décision peut passer par des instances démocratiques. Par exemple, je suis très intéressé par ce qu'on appelle des conférences citoyennes ou du consensus. L'idée, c'est qu'on met face à face des experts, des professionnels intéressés aux aspects techniques et économiques des décisions, des représentants de l'opinion.

*Atala : De l'opinion éclairée ?*

M. Wieviorka : Non : des citoyens soucieux du bien public. Ces rencontres obligent les experts et les professionnels à faire le bilan des connaissances et des contraintes, à l'égard des citoyens mais aussi entre eux. Par exemple, à l'égard du maïs transgénique, on dira : voici une conséquence certaine, ou une conséquence probable de telle action, par exemple son importation dans un pays. Mais aussi, concernant telle autre action : on ne sait pas ce qu'il en adviendra. Les politiques, ayant pris connaissance des conclusions de ces groupes pourront prendre des décisions en meilleure connaissance de cause. Cela ne veut pas dire qu'on ne se trompera pas, mais on saura, me semble-t-il, pourquoi on aura pris telle décision et on ne pourra pas non plus accuser les politiques d'avoir fait n'importe quoi. Pour moi, ces procédures répondent au principe de précaution.

*Atala : Vous appelez à plus de démocratie pour gérer le risque, c'est-à-dire à plus de délibération. Mais l'ordre de la décision demeure, encore séparé. Est-ce qu'on ne devrait pas envisager des modes de décision plus démocratiques, plus appropriables par les citoyens, notamment décentralisés ? Par exemple, devant les risques que représente une implantation d'équipements, d'industries... Comment agir dans le respect des parties prenantes et de l'intérêt général ?*

M. Wieviorka : Je n'entends pas prôner la démocratie directe. Il ne faut pas croire que l'on peut régler les problèmes simplement en se réunissant entre hommes de bonne volonté. Il y a la dimension du conflit, qu'il ne faut pas craindre. Pour éviter la violence — mais parfois c'est la violence qui révèle et fait entendre le conflit —, et pour envisager les risques dans la liberté, il faut accepter le conflit, l'institutionnaliser, c'est-

à-dire mettre en jeu des procédures pour le trancher. Je ne vous décris pas un monde rêvé où il y aurait de moins en moins de conflits. Au contraire, il y en aura de plus en plus. Mais on peut les traiter de manière raisonnée, démocratique. Et de manière imaginative, si on implique toutes les parties prenantes.

### **Une société de précautions ?**

Atala : *La multiplication des précautions dans la société moderne ne va-t-elle pas entraîner une désaffection à l'égard de la nécessaire prise de risque ?*

M. Wieviorka : Oui, à condition d'ajouter que ces tendances peuvent se développer dans diverses directions. Nous n'avons pas abordé le terrain juridique. On voit, dans un pays comme la France, monter les procès, le droit, la judiciarisation de la vie publique et privée. Beaucoup de citoyens hésitaient à se présenter comme maires lors des dernières élections municipales, parce que les procès pénaux se multiplient à leur rencontre. Beaucoup de professions, où l'on prend en effet des risques, se trouvent aussi en butte à des procès en responsabilité, on le voit notamment avec tout ce qui touche à la santé. La deuxième dimension, c'est le risque de paralysie politique. On ne prend pas de décisions, parce qu'on ne veut pas courir de risque.

D'où le recours nécessaire, à nouveau, au principe de précaution. On doit se livrer à un examen sérieux du risque pris, à une évaluation, à une discussion, avant de prendre une décision risquée. La précaution ne signifie pas systématiquement l'abstention, mais une action placée sous le signe de la responsabilité et, éventuellement, de la culpabilité. Rappelez-vous cette phrase étonnante d'une ministre qui, dans l'épisode du sang contaminé, se déclarait « responsable et non coupable ».

Atala : *Mais justement, puisque nous en parlons, n'avait-elle pas raison de se réclamer du politique, lequel relève de la responsabilité, telle que la sanctionne le processus démocratique ?*

M. Wieviorka : Oui, mais si votre décision, ou votre absence de décision, a fait de vous un meurtrier — sans le vouloir évidemment — il est normal que vous répondiez de cette décision, non seulement politiquement mais moralement et devant les tribunaux. Tout cela est très compliqué : il ne faut pas décourager la prise de responsabilité au niveau politique et il faudra sans doute changer nos institutions.

### **Le risque : une notion fuyante**

Atala : *Il y eu le 11 septembre. Est-ce que cet événement ne nous amène pas à repenser la notion de risque ?*

M. Wieviorka : Il y aurait beaucoup à dire au sujet de l'événement, mais je reste sur le thème du risque. L'aspect le plus stupéfiant du 11 septembre, c'est la façon dont les attentats ont été organisés : de manière intelligente, rationnelle, et de manière totalement imprévisible pour les experts américains de la défense anti-terroriste. On ne discutait que d'une menace extérieure et de la manière d'y parer, par exemple par la guerre des étoiles. L'élément le plus nouveau, ce n'est pas le détournement des avions, c'est déjà l'utilisation d'armes comme les cutters. Mais c'est surtout que les terroristes aient été prêts à donner leur existence. Cela oblige à repenser le risque terroriste : aujourd'hui, nous savons que des gens, par ailleurs ordinaires, peuvent donner leur vie pour parvenir à leurs fins religieuses ou politiques.

La notion de risque n'est pas stable. Selon la façon dont se comportent les acteurs, le risque change. Jusqu'ici le martyrisme, c'est toujours l'affaire des hommes. Si demain, en Palestine, des femmes entrent dans ces actions, le risque aura encore changé. Nous croyons pouvoir donner une définition objective du risque, mais c'est ignorer que les porteurs de risque peuvent transformer les données du risque, ses limites et jusqu'à sa définition.

On n'a pas parlé d'autres domaines où joue le risque, du Sida par exemple. Là aussi il y a une subjectivité du risque. Pourquoi les gens prennent-ils des précautions ou n'en prennent-ils pas, ou les abandonnent-ils ? Que faut-il leur dire pour qu'ils en prennent ? La perception du risque est elle aussi hautement subjective.

*Atala : Nous étions partis du calcul, de la rationalité qu'on peut mettre dans l'approche de l'événement...*

M. Wieviorka : On croit que les problèmes relèvent uniquement de la raison, mais les risques, pour ceux qui les produisent et pour ceux qui les subissent — qui sont souvent les mêmes personnes —, combinent des éléments rationnels, calculables mais aussi des éléments émotionnels. Si, dans les conduites à risque, on veut prévenir l'événement, il faudra toucher les affects, mobiliser les gens. Dans le cas du terrorisme, on peut envisager des raisons politiques, stratégiques, culturelles..., mais, dès lors que les terroristes sont prêts à donner leur vie, on n'est plus dans l'ordre du calcul.

On est dans l'incertitude de l'action humaine, que l'on ne réduira jamais complètement. On ne réduira cette incertitude qu'en envisageant, d'un côté, les éléments de rationalité et, de l'autre, ceux de la subjectivité, des convictions...

Cela est très important, par exemple pour un gouvernement qui veut lutter contre l'insécurité routière.

**Quels risques majeurs pour l'avenir ?**

Atala : *Pour terminer : quels risques principaux identifieriez-vous actuellement dans une société comme la nôtre ?*

M. Wieviorka : Pour moi, le paradoxe, c'est que les risques majeurs objectivement ne sont pas ceux qui sont perçus comme tels ! Quand ce numéro de votre revue paraîtra, nous serons dans une période où on ne parlera que d'insécurité, c'est-à-dire de délinquance, d'incivilités, de risques industriels... Mais, en tant que sociologue, je suis bien plus soucieux de l'insécurité routière : les risques majeurs sont ceux qui sont les plus sous-estimés, ceux où il y a la plus grande distance entre les affects de l'opinion publique et les chiffres objectifs de la mort, des invalidités...

Il y a donc des risques perçus et traités, des risques perçus et non traités, peut-être même des risques perçus et non traitables : il y a sans doute un risque majeur à habiter San Francisco, sur la faille de San Andreas, mais comment déplacerait-on la ville ? Ce qui me choque le plus, c'est qu'il y ait des risques comme ceux de la circulation routière : connus, acceptés passivement, non véritablement traités.

Atala : *Où seraient nos chances, à nous sociétés post-industrielles, face aux risques ?*

M. Wieviorka : Nous ne vivons jamais dans un monde sans danger, sans menace, sans périls et donc sans risques. Il nous faut associer la liberté et la responsabilité. Notre seule chance, c'est la capacité que nous avons à faire face à ces problèmes, à les définir, à les évaluer, et à prendre à leur égard des mesures politiques, au sens large. Notre chance, ou plutôt notre atout, c'est que nous sommes capables d'action devant l'adversité. Nous pouvons être les acteurs réfléchis de notre vie collective.

Entretien réalisé le 10 décembre 2001  
par Pierre Champion et Stéphane Gibert.